

Le Monde du 31 mars 2022

« Prétendre éviter des crises alimentaires en Afrique et au Moyen-Orient en relançant la production agricole européenne serait une erreur »

Tribune

Un collectif de scientifiques, membres d'institutions, spécialistes de sécurité alimentaire mondiale et de marchés internationaux explique, dans une tribune au « Monde », que la mise en culture des surfaces européennes dédiées à la biodiversité, qui serait désastreuse sur le plan écologique, n'aurait qu'un rôle très marginal pour pallier la réduction de l'offre mondiale.

Tribune. La guerre en Ukraine entraîne une [hausse des prix](#) du blé, du maïs et des huiles végétales qui menace certains pays fortement importateurs, dans l'est et le sud de la Méditerranée et en Afrique subsaharienne.

En France et en Europe, la profession agricole et de nombreux responsables politiques allèguent une responsabilité nourricière envers ces pays qui exigerait de relancer la production agricole. Le monde aurait changé et les préoccupations environnementales et sanitaires devraient être mises entre parenthèses au nom de la sécurité alimentaire mondiale.

Menaces exacerbées

Ce mot d'ordre de [produire plus pour nourrir le monde](#) était [déjà réapparu](#) en 2008 puis en 2011 à la suite d'une flambée des prix des céréales. Pourtant, pas plus qu'alors, la planète ne manque aujourd'hui de nourriture. D'après les Nations unies, elle en produit environ [un tiers de plus](#) que ses [besoins](#) nutritionnels.

L'excédent est encore plus élevé si l'on ajoute que près de la moitié de la production céréalière est utilisée en [alimentation animale](#), et dans une moindre mesure pour produire des agrocarburants – cela alors que les pays les plus riches surconsomment des produits animaux bien au-delà des besoins nutritionnels, au détriment de la santé et de l'environnement.

Pourtant, la faim dans le monde augmente depuis cinq ans, changement de tendance historique après des décennies d'une trop lente diminution. La planète n'a jamais produit autant par personne, mais [700 à 800 millions](#) de personnes sont [trop pauvres pour accéder à des moyens de se nourrir ou ont dû fuir des crises climatiques ou politiques](#).

Le mot d'ordre, aujourd'hui, est qu'il faudrait augmenter la production agricole européenne parce que le monde a changé depuis que la guerre est aux portes de l'Europe. Mais le monde avait déjà changé avant cette guerre. Cette production, telle qu'elle est pratiquée, exacerbe différentes menaces : la biodiversité s'effondre, le changement climatique s'accélère, les pollutions (engrais, pesticides, plastique) s'aggravent, la nutrition et la santé se dégradent.

Fuite en avant

Ces menaces, un temps contestées pour protéger les intérêts de ceux qui y contribuent, sont désormais largement prouvées et connues. En mettant au jour la dépendance de l'Europe aux énergies fossiles importées, la guerre confirme l'absurdité de vouloir relancer l'agriculture industrielle. Car celle-ci est totalement dépendante du pétrole et du gaz naturel pour fabriquer ses intrants (pesticides, engrais, carburants) dont elle ne peut pas se passer, et du soja importé pour l'alimentation animale. Les inquiétudes générées par la flambée du prix de l'engrais azoté sont là pour nous le rappeler.

Dans ce contexte, prétendre éviter des crises alimentaires en Afrique et au Moyen-Orient en relançant la production agricole européenne serait une erreur. L'heure ne peut plus être à la fuite en

avant, dans un monde qui produit déjà trop. Une erreur, car la mise en culture des surfaces européennes dédiées à la biodiversité, qui serait désastreuse sur le plan écologique, n'aurait qu'un rôle très marginal pour pallier la réduction de l'offre mondiale.

Des volumes bien plus importants pourraient être dégagés par des politiques visant à réduire les productions animales et les agrocarburants basés sur l'utilisation de céréales et d'oléagineux, tout en diminuant la pression sur les ressources et les milieux.

Un seul exemple : la politique [contestée](#) de l'Europe conduit à utiliser 11 millions de tonnes d'huile végétale en agrocarburants, alors que l'Ukraine en exportait 6 millions de tonnes ! Une erreur, car l'Europe peut agir autrement pour aider les pays vulnérables face à la flambée des prix alimentaires sur les marchés internationaux : en soutenant les dispositifs d'appui à la sécurité alimentaire gérés par le Programme alimentaire mondial ([PAM](#)) ; en finançant les filets de sécurité sociale existants dans ces pays.

Riz, maïs, sorgho, manioc, igname

A terme, l'enjeu pour ces pays importateurs de produits alimentaires est plutôt de diversifier l'alimentation de base et de réduire la dépendance aux importations, en développant leurs productions là où c'est possible à un coût économique et environnemental raisonnable. Toute l'Afrique, même ses villes, ne se nourrit pas massivement d'importations de blé, comme le laissent entendre certains discours, mais d'abord de ses productions de riz, maïs, sorgho, manioc, igname, etc., qui ont connu [de fortes augmentations](#), là où justement le recours aux importations a été limité.

Depuis quelques mois, et bien avant la guerre en Ukraine, les défenseurs de la production agricole industrielle cherchent tous les prétextes pour remettre en cause la stratégie « de la ferme à la fourchette », volet agricole du [Pacte vert pour l'Europe](#). Cette stratégie a été ignorée dans la reformulation de la politique agricole commune ([PAC](#)). Brandir la diminution de la production agricole européenne qui pourrait résulter de cette stratégie, c'est reprendre à son compte les argumentaires de ces lobbys, sans mettre en avant les coûts sanitaires et environnementaux considérables d'un renoncement à l'ambition de verdissement de l'agriculture.

Pourtant, [d'autres études](#) montrent qu'une véritable agroécologie européenne est possible, par une reconception des systèmes de production valorisant les services des écosystèmes et des changements des modes de consommation alimentaire. Agiter le spectre de famines en Afrique est un bon moyen de détourner l'attention des risques d'une accélération de la crise au bénéfice d'une poignée de gagnants.

Alors qu'elle assure la présidence du Conseil européen, la France, grand pays agricole, peut aider à relever ce défi : celui de [repenser son alimentation, qui nous relie à nous-même, aux autres et à la biosphère](#), dans un monde qui change. Elle peut pousser à des changements de politique agricole et alimentaire pour accompagner la transition du système alimentaire européen, plus que jamais urgente, vers plus d'agroécologie et de sobriété.

Premiers signataires

Nicolas Bricas, socioéconomiste, titulaire de la chaire Unesco Alimentations du monde, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) ; **Jean-Christophe Bureau**, professeur d'économie, AgroParisTech ; **Benoit Daviron**, économiste, Cirad ; **Marion Desquilbet**, économiste, Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae) et Toulouse School of Economics ; **Sandrine Dury**, économiste, Cirad ; **Franck Galtier**, économiste, Cirad ; **Olivier De Schutter**, coprésident d'International Panel of Experts on Sustainable Food Systems (IPES-Food).

[Liste complète des signataires ici.](#)